La “presse indépendante” sous perfusion d’argent étatique

14/11/2008 à 11h11

Lu dans Numerama :

Très peu de monde le sait. Tout se fait dans une incroyable opacité. En 2008, l’Etat a prévu de distribuer 282 millions d’euros de subventions directes aux journaux et aux magazines français (hors aides indirectes telles que les tarifs postaux préférentiels ou la TVA réduite), dont 20,5 millions d’euros au titre de “l’aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d’information politique et générale”. Concrètement, c’est une aide qui est reversée sur dossier, dans le secret des délibérations de la Direction du Développement des Médias (DDM), sous la tutelle de Matignon et du ministère de la Culture et de la Communication. Comme le rapportait Arrêt sur Images dans une émission récente (réservé aux abonnés), il se murmure que Le Monde aurait reçu environ 1 million d’euros pour développer son site web, et Libération 400.000 euros. Comme ça, cadeau. Offert par le contribuable.

Bien d’autres journaux de presse traditionnelle en ont profité, sans que quiconque ne sache qui a reçu combien et selon quels critères. Ni Matignon ni le ministère de la Culture n’acceptent de rendre publiques les délibérations.

A l’origine, ces fonds devaient servir à aider les entreprises de presse à suivre le mouvement technologique pour s’équiper en ordinateurs, logiciels d’édition ou autre matériel d’imprimerie nécessaire à la publication sur le papier. Tous les journaux, peu nombreux sur le marché, étaient logés peu ou prou à la même enseigne. Mais aujourd’hui, le fonds est octroyé pour financer la création des sites internet des grands journaux, noyés parmi quantité

de nouveaux acteurs qui ne bénéficient d'aucune aide similaire. Ces journaux en profitent pour embaucher des équipes de journalistes, d'infographistes et de techniciens qui leur permettent de créer rapidement une audience et un référencement qui captera les revenus publicitaires, alors que des "pure player" de la presse numérique comme comme Rue89, Agoravox ou MediaPart doivent s'autofinancer et ne bénéficient d'aucune aide directe ou indirecte similaire.(…)

Les députés UMP ont adopté jeudi lors du vote des crédits "médias" un amendement du député Patrice Martin-Lalande qui revient à retirer 20 millions d'euros d'aide de l'Etat à la presse écrite pour les attribuer au secteur de l'internet et des innovations technologiques. Mais cet amendement qui permet de dénoncer une situation ubuesque de distorsion de concurrence entre la presse papier et la presse numérique n'aurait pas dû être voté. Dès la sortie de l'hémicycle, la majorité a assuré qu'elle allait rectifier "l'erreur", qui était pourtant salutaire.

Source

Merci à Antislam

La rédaction de Fdesouche tient à rappeler aux services du Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire que le chèque n'a toujours pas été reçu.